

Morisset, Michel (1987) *L'agriculture familiale au Québec*.
Paris, Édit. L'Harmattan (Coll. « Alternatives paysannes »), 206
p.

Bruno Jean

Volume 32, numéro 85, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021946ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021946ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jean, B. (1988). Compte rendu de [Morisset, Michel (1987) *L'agriculture familiale au Québec*. Paris, Édit. L'Harmattan (Coll. « Alternatives paysannes »), 206 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 32(85), 92–95. <https://doi.org/10.7202/021946ar>

démonstration s'appuie sur des statistiques nationales et l'interprétation géographique qui en résulte est faite à l'échelle des régions économiques.

Dans un autre article, A. Kellerman examine la dispersion géographique de la population en Israël. Notons simplement que l'occupation du territoire dans ce pays relève du domaine politique : en d'autres termes, les arguments en faveur d'une distribution équilibrée sont en partie démographiques, en partie politiques. Un des objectifs consiste à déplacer la population de la côte vers l'intérieur tout en tenant compte du ratio entre populations juive et arabe. L'analyse démographique à différentes échelles est présentée en comparant les estimations du plan de 1972 avec les données de 1981. L'auteur note en conclusion que l'intervention de l'État est nécessaire si on veut atteindre les objectifs du plan de 1992, et que la dispersion de la population doit être menée conjointement avec les opérations de développement en milieu semi-rural.

Dans le cinquième article, J.M. Mayer étudie la diffusion spatiale de l'influenza à Seattle en 1918 et 1919. Après avoir décrit les caractéristiques de cette maladie, l'auteur essaie d'évaluer à l'aide d'un modèle démographique simple son impact dans la population. Il note que certains groupes européens et asiatiques furent plus durement touchés que d'autres. Puis, il évalue à l'aide de mesures centrographiques les schémas spatiaux de la diffusion de la maladie qui, du centre-ville, s'est déplacée vers le nord puis le sud de Seattle. Dans un autre article, G. Black analyse la convention des Nations unies sur le Droit de la mer et l'interprète au regard de la division de la Méditerranée en trois zones. Il semble que l'intérêt géographique de cet article réside dans l'accès aux ressources naturelles, dont la pêche, par les états riverains. Dans le septième et dernier article, A. Mehrez illustre l'intérêt des modèles de localisation-allocation. La revue de la littérature ainsi que les développements ont déjà été largement traités ne serait-ce que par B. Massam, non cité dans les références bibliographiques. L'originalité de l'article tient à l'étude de cas et à la distinction entre les problèmes de localisation qui relèvent du secteur privé et ceux du secteur public.

La valeur inégale des articles et surtout l'hétérogénéité des sujets diminuent l'intérêt du lecteur ou l'utilité de la revue. Il serait souhaitable, à l'exemple d'autres publications internationales telles que *Géoforum*, de prévoir des numéros thématiques. Cette approche serait plus intéressante et faciliterait la diffusion de la revue.

Jean-Pierre THOUÉZ
Département de géographie
Université de Montréal

MORISSET, Michel (1987) *L'agriculture familiale au Québec*. Paris, Édit. L'Harmattan (Coll. « Alternatives paysannes »), 206 p.

Le livre de Michel Morisset est probablement destiné à une longue carrière quand on considère le peu d'études globales publiées sur l'évolution de l'agriculture québécoise. Étant donné l'importance qu'ont joué l'agriculture et le monde rural dans l'histoire du Québec, on ne peut que s'étonner devant l'absence quasi totale d'ouvrages de synthèse historique majeure sur une dimension aussi essentielle de notre passé. On s'étonne encore plus de constater qu'un tel ouvrage paraît chez un éditeur français. Il faudra un jour s'expliquer ce désintérêt de nos sciences sociales — et de nos maisons d'édition — pour les études rurales comme si cela faisait partie d'un passé honteux que l'accession récente du Québec à la modernité rend encore plus trouble. Toutefois, cet ouvrage participe d'un regain d'intérêt pour l'étude de l'agriculture et du monde rural par une nouvelle génération d'intellectuels québécois inspirés par le marxisme, approche théorique qui rendait intéressante l'observation de l'évolution de la « paysannerie » québécoise et qui a généré un certain nombre de travaux anthropologiques sur notre agriculture donnant lieu à des interprétations carrément contradictoires.

À notre avis, le livre de Morisset est une illustration exemplaire d'une de ces approches issues du marxisme, celle la plus orthodoxe, et qui prétend que malgré un certain retard l'agriculture se conformera au modèle général de développement du capitalisme qui entraîne la disparition des modes de production précapitalistes et la généralisation d'un mode de production capitaliste typique opposant les propriétaires des moyens de production à une classe de travailleurs ne possédant que leur force de travail. Cette vision léniniste du développement de l'agriculture — dont il m'apparaît que l'histoire du dernier siècle n'a guère confirmé les hypothèses — s'oppose à la vision dite populiste, soit celle fondée sur les travaux de l'économiste russe Chayanov qui a formulé une théorie de l'économie paysanne qui rend compte de la spécificité du procès de production agricole, de l'agriculture familiale, et partant de ses capacités d'adaptation à l'économie capitaliste qui, loin de la détruire, va conforter son propre développement.

Guidé par les prescriptions de sa position théorique, Morisset nous propose une lecture de l'histoire agricole récente du Québec. Il s'agit donc pour l'auteur de montrer comment l'avènement d'une véritable agriculture capitaliste a été retardée sous l'action des conflits antagoniques des différentes fractions de notre classe agricole, tantôt dominée par nos élites étatiques, tantôt par les stratégies du grand capital. Si on oublie pour un instant l'approche analytique pour s'en tenir au discours qu'elle autorise, il faut reconnaître que cette lecture de notre histoire agricole est intéressante, féconde et qu'elle apporte finalement un éclairage, discutable certes, mais qui remet en question les interprétations acquises et ouvre de nouvelles avenues de réflexion. L'auteur s'appuie sur l'hypothèse d'une évolution de l'agriculture en trois moments essentiels, celui de l'agriculture traditionnelle ou domestique (1854-1939), de l'agriculture marchande diversifiée, laquelle est finalement remplacée, à partir des années soixante, par ce qu'il appelle l'agriculture spécialisée. Tout le discours s'articule sur l'analyse de ces trois temps sur lesquels les historiens pourront toujours ergoter mais qui m'apparaissent bien rendre compte de l'objet soit les transformations structurelles de l'organisation de la production agricole. C'est ici la force de cet ouvrage, soit cette finesse de l'analyse qui tente de montrer comment cette transition d'un stade de développement à un autre s'articule à la fois sur des impératifs économiques, sur des stratégies de l'État et, finalement, sur l'évolution du niveau de conscience politique des agriculteurs. Sur ce dernier aspect, à mon sens le plus instructif, il s'agit d'une excellente analyse de l'action syndicale de nos agriculteurs et des stratégies d'organisation économique qu'ils se donnent. Cette contribution complète admirablement les travaux de Kesteman sur l'histoire de l'UCC-UPA parue chez Boréal.

Dès les premières pages du livre, Morisset se fait historien pour expliquer une facette cachée de notre histoire agraire, soit le fait que l'agriculture familiale aurait « supplanté » ici une agriculture capitaliste qui aurait donc bel et bien existé au début du XIX^e siècle avec ces quelques fermes capitalistes de grands entrepreneurs forestiers comme Philémon Wright. L'argumentation est spécieuse mais cohérente avec la démarche théorique de l'auteur qui l'oblige à expliquer le retard ou les blocages au plein développement d'une agriculture capitaliste en terre québécoise. À la vérité, c'est bien plutôt en l'absence de toute organisation de la production agricole dans une région considérée que ces entrepreneurs étaient forcés de mettre en place ces fermes pour produire les aliments des hommes et des chevaux s'activant dans les chantiers forestiers ; ces exploitations n'étaient pas rentables en soi et dès que les chantiers purent être approvisionnés par les petits producteurs familiaux des environs, ces capitalistes leur ont vite cédé la place.

L'interprétation de M. Morisset de l'évolution de l'agriculture québécoise au début du siècle est fort intéressante, soit cette dynamique entre l'agriculture traditionnelle ou domestique et l'agriculture marchande et leur rapport avec le capital industriel et ce qui est demandé prioritairement à l'agriculture : la fourniture de produits agricoles ou de main-d'œuvre. Pour l'auteur, tout se passe comme si cette évolution de l'agriculture était dictée par le capital et la conjoncture économique. Or, il me semble qu'il est une donnée majeure de l'agriculture traditionnelle dont Morisset ne tire pas toutes les conséquences, soit ce fait que les familles agricoles sont fort nombreuses et que, par définition pourrait-on dire, elles produisent un excédent démographique qui dépasse les besoins de la « reproduction élargie » par la colonisation. Autrement dit, la logique interne de l'agriculture traditionnelle est, en soi, défectueuse, dysfonctionnelle, en ce sens qu'elle produit des excédents que la colonisation ne peut absorber qu'en partie d'où l'exode vers la Nouvelle-Angleterre. De ce point de vue, la prolétarianisation d'une partie de la paysannerie n'est pas

davantage commandée par le capital que par un facteur interne à l'agriculture traditionnelle doublé d'un facteur d'ordre culturel : l'étonnante fécondité des ménages agricoles.

L'hypothèse de Morisset, c'est celle d'une lente transition qui ferait des petites exploitations agricoles familiales des entreprises capitalistes ; toute la logique discursive de son livre tend vers cette démonstration. S'il faut reconnaître que les fermes d'aujourd'hui concentrent un nombre impressionnant de moyens de production, si elles ont un volume de production tout aussi impressionnant, si ce phénomène a supposé un processus de concentration et donc de diminution spectaculaire du nombre d'exploitations agricoles, il ne faut pas se laisser impressionner par ces données qui n'annoncent pas nécessairement l'avènement d'une nouvelle forme sociale de production agricole. Au Canada, la propriété et le travail agricole sont massivement l'affaire des familles ; d'après les données du dernier recensement agricole (1986), 99,1% des fermes appartiennent à des familles et ces fermes totalisent 94,6% des ventes agricoles brutes. Quant au secteur capitaliste, il regrouperait 0,5% des exploitations celles-ci étant responsables de 4,6% des ventes agricoles brutes.

D'après Morisset, « le développement actuel du salariat, la transformation du mode de propriété, la concentration de la production sur des entreprises de plus en plus grosses et les revendications même d'une fraction des producteurs agricoles familiaux étayent ce développement tendanciel » (p. 200) et seraient autant de prodromes d'une agriculture typiquement capitaliste au Québec. On peut s'entendre sur le dernier point, soit celui d'une orientation en ce sens d'une fraction de notre classe agricole. Depuis longtemps et ailleurs dans le monde, la fraction la plus modernisée de l'agriculture aime bien se définir comme une agriculture d'entreprise, comme une classe d'entrepreneurs ne se distinguant des autres que par le secteur où ils investissent et tentent d'accumuler du capital ; mais il s'agit ici comme dans d'autres domaines, d'une idéologie de la représentation de soi qui est justement une idéologie qui masque la réalité en permettant de se donner une fausse conscience de sa propre situation. Il se produit ainsi une belle unanimité entre le discours d'un intellectuel de gauche et celui de la fraction la plus capitaliste de nos agriculteurs car le premier offre à la seconde une reconnaissance qui repose sur la légitimité de celui qui parle au nom de l'institution scientifique.

La question du salariat est évidemment le meilleur révélateur d'une transformation du mode de production en agriculture mais encore là, il faut manier les données disponibles avec beaucoup de soin. La présence du travail salarié en agriculture est aussi vieille que l'agriculture familiale elle-même ; le plus souvent, il était nécessaire non pour réaliser une plus-value mais pour assurer tout simplement la réalisation du processus productif lui-même, lequel notamment connaît d'importantes périodes de pointe. Avec la mécanisation, que les producteurs agricoles familiaux ont adopté massivement pour se défaire des problèmes de main-d'œuvre, on observe plutôt, sur le long terme, une diminution relative de la force de travail salarié en agriculture qui reste largement l'affaire de l'exploitant et de sa femme. Par ailleurs, si l'agriculture québécoise est passée de 134 336 fermes en 1951 à 41 448 en 1986, il ne faut pas en conclure qu'il y aurait plus de fermes capitalistes aujourd'hui ; la taille, la valeur de la propriété et le volume de la production n'ont rien à voir avec le mode de faire-valoir. En apparence, une telle évolution donne à penser que la lente évolution de la ferme familiale vers l'entreprise capitaliste, l'hypothèse même de Morisset, serait en voie de réalisation. Il parle même d'une accélération du processus de concentration et donc du rythme de disparition des entreprises agricoles familiales. Or, on peut facilement calculer que de 1951 à 1971, les fermes québécoises disparaissaient au rythme de 2,72% par année et que cette proportion, loin d'augmenter, est descendue à 2,15% pour la période de 1971 à 1986.

Finalement, la géographie est pratiquement absente des préoccupations analytiques de Morisset et c'est là un manque car il y a dans l'évolution de l'agriculture québécoise plusieurs questions adressées à la géographie ; par exemple il faudra un jour revoir la question de la dynamique spatiale du déploiement des formes d'agriculture. Il est bien clair que l'évolution ne se produit pas partout en même temps et que des pratiques ou des formes d'agriculture peuvent perdurer dans certaines régions parce qu'elles jouent un rôle spécifique utile à la reproduction de l'économie agricole et partant, de l'ensemble du système social. Une autre question adressée à la géographie est celle du rapport entre l'écologie et l'économie au cœur de la problématique même de la géographie comme discipline ou comme savoir. Avec l'évolution actuelle des systèmes

productifs agricoles, tout se passe comme si on voulait artificialiser la production agricole (rendant invariant les facteurs de localisation) de sorte que le déterminisme écologique qui apparaît encore si important en agriculture (par exemple, le potentiel des sols pour telle ou telle production) semble, d'un autre côté, battu en brèche par une sorte de déterminisme économique aboutissant à toute sortes de contresens : de bonnes terres agricoles sont laissées en friche tandis que d'autres seraient surexploitées. Autrement dit, il faudrait étudier davantage comment opère le processus d'allocation spatiale des sols agricoles pour réaliser une synthèse harmonieuse entre les potentialités agro-écologiques et les contraintes économiques. Si le marché apparaît, en première instance, opérer un arbitrage efficace entre les contraintes écologiques et les opportunités économiques, ce mode de gestion d'une ressource naturelle n'apparaît pas, en dernière instance, capable d'assurer une gestion optimale du territoire agricole, d'où des actions de planification étatique comme le zonage agricole ou la mise en œuvre de programmes régionalisés de soutien à l'activité agricole. Ce n'est probablement pas un hasard si l'agriculture est dotée d'un ministère pour elle seule ; ici plus qu'ailleurs l'intervention gouvernementale doit suppléer à une régulation marchande qui apparaît incapable de gérer de manière socialement acceptable la ressource foncière agricole.

Bruno JEAN
GRIDEQ
Université du Québec à Rimouski

FERRAS, Robert (1986) *España/Espagne/Spain*. Paris, Fayard/Reclus, 96 p.

Voici un des premiers ouvrages parus dans la collection des atlas Reclus. Il ne peut donc qu'attirer notre attention, d'autant plus que sa publication a été dirigée par R. Ferras, professeur à l'Université Paul-Valéry à Montpellier et membre actif du groupe Reclus. L'idée de cette collection est de rendre, grâce à un format et un prix réduits, des atlas disponibles à un large public. De facture attrayante, ils cherchent à être sensibles aux recherches contemporaines et à utiliser des procédés modernes de cartographie. Enfin, la présentation trilingue dénote une volonté d'internationaliser leur mise en marché. Dans le cas présent, l'utilisation systématique de la cartographie automatique et la recherche non moins soutenue des chorèmes et de leurs combinaisons sont mises au service, non d'une présentation exhaustive de l'Espagne, mais plutôt d'une « relecture » de ce pays à l'heure de son adhésion à la Communauté économique européenne.

C'est la présentation de l'atlas qui frappe d'abord : commentaires très brefs, presque pas de légendes, choix des couleurs et graphisme uniformes d'un bout à l'autre de l'ouvrage. L'idée est de convier le lecteur à une appréhension globale, très structurale, de l'ensemble du pays. Le parti pris d'un langage visuel, simple et systématique, est poussé très loin. Ainsi, il n'y a que deux types de cartes : elles sont en cercles proportionnels quand il s'agit de traduire des données brutes ; elles sont en plages de couleur quand elles sont basées sur des taux (calculés par province). Dans le premier cas sont indiqués moyenne, maximum et minimum. Dans le second, les couleurs s'étagent en fonction de la moyenne et de l'écart-type. Les valeurs positives sont toujours en rouge, les moyennes en blanc et les négatives en bleu. Ce procédé se retrouve pour les quelques cartes de résidus utilisés pour estimer une variable en fonction d'une autre. Il s'ensuit une économie considérable de mots dans les légendes, qui se réduisent souvent à une simple indication des valeurs brutes ou relatives. Les cartes automatiques sont reproduites telles quelles, car le travail du cartographe se situe en amont, c'est-à-dire au niveau du choix et du traitement initial des données. À ces cartes sont presque toujours joints des croquis qui simplifient les grands traits des répartitions spatiales. Ceux-ci sont ensuite systématisés de façon à en montrer les chorèmes sous-jacents. Des modèles graphiques les expriment isolément ou en combinaisons obtenues par superposition graphique. Quelques pages au début de l'atlas (et une autre curieusement